



CET ÉCRAN A ÉTÉ PARTAGÉ À PARTIR DE LA PRESSE+

Édition du 31 mars 2019,
section ACTUALITÉS, écran 3



CHRONIQUE

POUR EN FINIR AVEC LE VOILE (2)

PATRICK LAGACÉ
LA PRESSE

Le sentiment de crainte face à l'islam existe dans les pays occidentaux depuis longtemps. Il a grandi avec les attentats de 2001 et ceux qui ont suivi, grands et petits, commis par Al-Qaïda et ses rejets.

Je suis convaincu qu'il n'y aurait jamais eu de projet de charte des valeurs (2013) ni de projet de loi sur la laïcité (2019) si l'islam n'inspirait pas un sentiment de peur au Québec, peur semblable à celle qu'on retrouve ailleurs.

Cette peur prend la forme d'un spectre, disons. À un bout du spectre, il y a la crainte qui vient avec ce qu'on ne connaît pas, ou qu'on connaît peu. À l'autre bout, il y a la certitude paranoïaque que LES musulmans veulent détruire l'Occident avec cette lubie du « grand remplacement ».

Ce sentiment de peur existe. Qu'il soit fondé ou non (je suis dans le camp du non – voir la première partie (1) de cette chronique), on ne peut pas le nier.

Cette peur est un carburant politique. Des politiciens misent sur cette peur en la récupérant. Ils sont souvent à droite du spectre politique. Je l'ai souvent déploré sur les tribunes où je m'exprime, dans *La Presse* ou ailleurs, depuis plus de dix ans.

Mais il existe une autre forme de récupération politique, qui est celle de l'ouverture absolue et ostentatoire à ce que nous appelons « la diversité », et qui ne se limite pas au fait musulman. Cette récupération est généralement à gauche du spectre politique.

C'est de la bêtise de cette ouverture absolue et ostentatoire que je veux parler aujourd'hui.

Paradoxalement, cette bêtise de l'ouverture absolue et ostentatoire, elle crée elle aussi de l'intolérance, face à « l'Autre » en général, et face aux musulmans en particulier.

À la fin du mandat de Stephen Harper, son gouvernement s'est engagé dans un bras de fer juridique avec une musulmane qui désirait garder son niqab lors de la cérémonie de prestation de serment de citoyenneté. Le niqab cache tout le visage, sauf les yeux. Peu de musulmanes le portent.

J'avais écrit dans le *Globe and Mail* que j'étais d'accord avec la position du gouvernement Harper (2). Cela m'avait valu d'être copieusement traité de raciste au Canada anglais dans une de ces mini-tempêtes dont Twitter a le secret, le jour de la publication de la chronique. Ironique : au Québec, je suis parfois décrié comme un multiculturaliss gauchiss...

Ce jour-là, dans le ROC, j'étais un traître à la diversité.

So be it, comme ils disent.

Puis, le gouvernement Harper a été défait. Et le nouveau gouvernement libéral de Justin Trudeau a rapidement annoncé que l'État canadien mettait un terme au recours juridique contre la dame au niqab.

Je n'ai pas fait la crise du bacon devant cette décision : d'une part, le niqab est une aberration statistique, d'autre part, Justin Trudeau avait clairement indiqué qu'il était en désaccord avec M. Harper là-dessus, en campagne.

Ce qui m'a grandement irrité, c'est que la ministre de la Justice de l'époque, Jody Wilson-Raybould, a pris la peine d'appeler personnellement la dame pour lui annoncer sa fierté et son plaisir d'avoir ordonné l'abandon de l'appel du gouvernement du Canada dans cette cause.

Le niqab est porté en vertu d'une interprétation obscurantiste du Coran. C'est un rejet du regard des autres.

A-t-on le droit de le porter au Canada ? Oui.

Faut-il célébrer ce droit ? Non, il n'y a aucune raison de célébrer cette sorte d'obscurantisme.

Or, une ministre qui appelle une femme qui insiste pour porter un niqab dans une cérémonie de prestation de serment de citoyenneté, c'est un geste ostentatoire d'ouverture à tout prix.

C'est le choix de l'ouverture absolue à toutes les pratiques religieuses, même les plus nichées. C'est une forme de célébration de cette ouverture absolue. Et c'est une récupération identitaire à des fins politiques.

C'est le même choix – politique, partisan – qui préside à la décision de politiciens d'aller parler aux juifs à la synagogue, aux musulmans à la mosquée ou aux hindous au temple. On réduit ainsi des communautés entières à la portion qui pratique activement sa religion.

Ce choix pousse à des compromissions : en septembre 2016, Justin Trudeau est ainsi allé saluer la fin de la fête musulmane du Sacrifice dans une mosquée d'Ottawa. Il est entré par la porte principale. Trois femmes de son Conseil des ministres l'accompagnaient : elles sont entrées par une porte secondaire, elles ont dû porter un voile et ont été confinées à l'étage, pendant que les hommes étaient entre eux, au rez-de-chaussée.

C'est une entorse épouvantable à l'égalité hommes-femmes qu'a acceptée Justin Trudeau ce jour-là, tout ça pour montrer son ouverture, tout ça pour mettre en scène cette ouverture.

Il y a pourtant une marge entre respecter la liberté religieuse et en célébrer tous les aspects, même les plus consternants. Accepter que des femmes de son propre Conseil des ministres soient reléguées à la galerie, c'est faire le choix de célébrer l'ouverture absolue et ostentatoire... au mépris de l'égalité hommes-femmes.

C'est le genre d'image qui choque, heurte ou enrage des gens qui ne sont pas islamophobes, le genre d'image et de prise de position qui laisse des traces dans l'imaginaire collectif.

Parlant d'imaginaire collectif, il a la mémoire longue. Rappelez-vous l'Ontario, qui a stupidement flirté avec l'idée de faire une place aux tribunaux islamiques – régis par la charia – pour régler des différends familiaux, en 2004 et en 2005. Il avait fallu une vigoureuse levée de boucliers partout au Canada et ailleurs dans le monde pour que le premier ministre Dalton McGuinty recule et prononce ces mots surréalistes : « J'en suis venu à la conclusion que le débat avait assez duré. Il n'y aura pas de loi de la charia en Ontario. Il n'y aura pas d'arbitrage religieux en Ontario. Il y aura une loi pour tous les Ontariens. »

Personnellement, j'ai vu dans ce débat la force des anticorps laïques au Canada puisque l'idée de faire une place officielle à la charia a été torpillée.

Mais 15 ans plus tard, le seul fait que ce débat ait bel et bien eu lieu dans la plus grande province du Canada est encore invoqué par ceux qui ont peur de l'islam pour en montrer la toute-puissance même ici au Canada, une autre « preuve » du danger inhérent à l'islam.

La bêtise de l'ouverture absolue et ostentatoire pratiquée par une certaine classe politique crée un ressac dans la majorité. Je ne dis pas que c'est LA raison du ressac antimusulman. L'humain craint ou hait ce qui ne lui ressemble pas depuis des millénaires.

Mais la politisation de l'ouverture à la Trudeau, la célébration de toutes les différences contribuent à créer un effet boomerang où la majorité en vient à se sentir assiégée.

Ce n'est pas moi qui le dis. C'est Karen Stenner (3), économiste du comportement, titulaire d'un doctorat en psychologie politique. L'auteure de *The Authoritarian Dynamic* (2005), qui a fait des intolérances son sujet d'étude, avait prévu il y a 20 ans la montée des populismes et de l'extrême droite qui, ces jours-ci, deviennent une force politique un peu partout.

Je la cite (1) : « L'exposition à la différence, parler de différence, applaudir la différence – les jalons de la démocratie libérale – sont les façons les plus certaines d'irriter ceux qui sont naturellement intolérants, et de garantir l'expression de cette intolérance. Paradoxalement, il semble que la meilleure façon de limiter l'intolérance à la différence consiste à mettre en vitrine ce qui nous unit, à en parler et à l'applaudir. »

Karen Stenner n'est pas la seule à avoir étudié l'intolérance et à penser que l'insistance constante sur la différence est nocive pour ceux qui sont, justement, « différents ». *The Guardian* a fait un dossier fascinant sur la question, l'été dernier (4).

Bref, quand des politiciens CÉLÈBRENT les manifestations les plus rétrogrades de l'islam, ils contribuent au sentiment antimusulman. On peut étendre ce constat à toutes sortes de différences, à l'ère de la « politique de l'identité » chère à la gauche.

L'ouverture et la tolérance face à la différence, oui. Défendre le droit à la différence, aussi. Dénoncer le racisme, bien sûr, en prenant garde de ne pas voir tout bémol à l'ouverture comme du racisme.

La célébration ostentatoire de toutes les différences ? Non.